



LE MOUVEMENT DE LA PAIX

Agréé Association Nationale de la Jeunesse et d'Éducation Populaire

9 rue Dulcie September – 93400 Saint-Ouen

Tél. 01 40 12 09 12 – Courriel : national@mvtpaix.org

www.mvtpaix.org

DECLARATION

Le Mouvement de la Paix appelle à participer à la grève féministe le 8 mars 2024

Abstract : Le 8 mars 2024, le Mouvement de la Paix appelle, toutes et tous, à participer massivement à la grève féministe à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes en solidarité avec les femmes du monde entier et les associations féministes et syndicales en France et en Europe. **Il ne peut pas y avoir de culture de paix sans une égalité réelle entre les femmes et les hommes.** Le 8 mars 2024 partout en France pour défendre et faire avancer les droits des femmes ! Dans ce cadre, le Mouvement de la Paix appelle à participer à la manifestation nationale du vendredi 8 Mars 2024 à Paris, Place Gambetta, aux manifestations organisées partout en France par les associations féministes et apporte son soutien à toutes les initiatives de ses comités locaux.

Pour retrouver les lieux des rendez-vous, voir le site <https://www.grevefeministe.fr>

Déclaration nationale du Mouvement de la paix

Le 8 mars 2024, le Mouvement de la Paix appelle, toutes et tous, à participer massivement à la grève féministe à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes en solidarité avec les femmes du monde entier et les associations féministes et syndicales en France et en Europe.

Stop aux nombreux et de plus en plus fréquents backlash, à toute forme d'attaques aux droits des femmes émanant des mouvements conservateurs, militaristes, d'extrême droite, propagées par les réseaux masculinistes et les lobbys anti-choix.

Il ne peut pas y avoir de culture de paix sans une égalité réelle entre les femmes et les hommes.

Egalité incompatible avec les mécanismes du patriarcat légitimant la domination masculine qui sous-tendent, selon de nombreux experts de l'ONU, les conflits armés et les guerres partout dans le monde avec leurs conséquences disproportionnées sur les femmes, les filles et la communauté LGBTQ+.

Le Mouvement de la Paix appelle à dire stop au décompte macabre de féminicides (28 depuis le début de 2024 rien qu'en France), à l'impunité des auteurs de violences « invisibles » résultant dans notre pays entre autres de l'échec des approches de la violence conjugale qui la définissent à partir d'« actes » épisodiques et non, selon la préconisation de la Cour européenne des droits de l'homme de 2021, comme « manifestations de comportement de contrôle et de coercition » devant servir « sans tarder » en Europe de base du nouveau cadre juridique et réglementaire pour lutter efficacement contre ces violences.

Stop à l'exploitation sexuelle, à la non-prise en compte de la situation particulière des femmes migrantes, réfugiées de guerres, demandeuses d'asile car fuyant les mariages forcés ou les mutilations génitales dans les pays « hors conflit ».

Stop aux inégalités des salaires, à l'orientation des choix d'études et professionnels sous l'influence des stéréotypes de genre, à la sous-représentation des femmes aux postes de direction. Stop aux conséquences sur les retraites de carrières hachées et de temps partiels subis pour s'occuper des enfants. Stop à toute forme de précarisation des conditions de vie et de travail des femmes, de plus en plus en monoparentalité, les exposant aux violences économiques et sociales et aux abus de tout genre de la part de leur conjoints ou ex-conjoints.

Stop aux bombardements, massacres, persécutions, emprisonnements, viols comme arme de guerre en Palestine, en Israël, en Ukraine, en Iran, en Afghanistan, au Congo et dans de nombreux pays meurtris du monde.

Stop urgent au recul inacceptable en France, en Europe et dans de trop nombreux pays, dans un contexte de crise généralisée, des droits des femmes affectant particulièrement les femmes migrantes et les mineures.

A commencer par les droits reproductifs et sexuels remis en cause dans de nombreux pays dont le droit à l'IVG s'accompagnant de la baisse indigente des budgets alloués à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles dont la prostitution dans un contexte de la redéfinition conservatrice de l'ordre des priorités par le gouvernement français, au-delà des effets d'annonce de Grenelle des violences conjugales, au fur et à mesure qu'au nom d'une économie de guerre on poursuit de multiples coupes d'austérité dont 7 millions d'euros soit 10% du budget en moins pour l'Aide Universelle d'Urgence annoncée via le décret du 22 février 2024 alors que le précédent budget était insuffisant pour accompagner et protéger les victimes.

Le Mouvement de la Paix appelle à se mobiliser également pour dire stop à l'impunité des campagnes de dénigrement orchestrées par les lobbys et groupes d'influence masculinistes, conservateurs, radicaux contre les femmes et les hommes engagé(e)s dans la défense des droits des femmes et des enfants, comme cela s'est produit pour la CIVIS. Stop aux menaces scandaleuses de Madame la Ministre Aurore Bergé de « passer au crible les associations féministes » afin de supprimer les financements en cas de « propos ambigus » au sujet du 7 octobre. Cet énième signe du « backlash » anti-féministe, alors que nous assistons à un nouvel élan du mouvement #MeToo permettant au-delà de la libération de la parole des femmes de mettre en lumière les abus, est non seulement une attaque contre les droits des femmes mais aussi contre les valeurs constitutionnelles de notre démocratie.

Sans un engagement accru, réel de la France, de l'Europe et de la communauté mondiale, l'égalité des sexes ne restera qu'un objectif non réalisé.

Le temps est venu d'agir pour transformer l'égalité dans les textes en égalité de fait.

Le Mouvement de la Paix appelle, en référence au thème décidé cette année par l'Organisation des Nations Unies à « investir en faveur des femmes [et] accélérer le rythme », le manque alarmant de financement, avec un déficit annuel vertigineux de 360 milliards de dollars US pour les dépenses consacrées aux mesures en faveur de l'égalité des sexes, étant l'un des principaux obstacles à la réalisation de cette égalité d'ici 2030 (Source L'ONU Femmes).

Parce qu'une économie de paix suppose l'octroi de tous les moyens nécessaires pour la prévention des violences faites aux femmes. Parce que la création d'une infraction spécifique de « contrôle coercitif » en France pourrait être une avancée significative pour l'égalité femme-homme, cette nouvelle législation, déjà adoptée par plusieurs pays, pouvant contribuer à la protection concrète de 213 000 femmes dont 82% de mères et leurs 398 310 enfants covictimes de violences conjugales et empêcher le meurtre et le suicide de centaines de partenaires, d'ex-partenaires et d'enfants chaque année.

Parce qu'une économie de paix ne peut pas rimer avec la domination économique des femmes par les hommes. Parce que même la Banque mondiale rappelle qu'aucun pays, aucune communauté ni aucune économie ne peut réaliser son potentiel ou relever les défis du 21e siècle sans la participation pleine et entière des femmes et des hommes, des filles et des garçons, sur un pied d'égalité.

Parce que dans le contexte des crises concomitantes de la post COVID-19, de l'urgence climatique et de l'insécurité économique et politique croissante, les progrès en matière d'égalité des sexes non seulement n'ont pas été concrétisés, mais ont même commencé à reculer avec des tendances préoccupantes à revenir en arrière sur les droits des femmes, ce qui menace même des libertés et des protections qui semblaient bien établies.

Parce que sans un engagement accru de la communauté mondiale et de tous les citoyennes et citoyens l'égalité des sexes ne restera qu'un objectif non réalisé.

Et parce qu'il est urgent de relever le défi d'un monde de paix et de soro-fraternité...

Le Mouvement de la Paix soutient l'ensemble des revendications du collectif Grève féministe, des syndicats, de la Tribune « Quand l'écoute se libère, le gouvernement bâillonne les féministes » lancée par « Nous Toutes » du 21 février 2024... Il soutient les conclusions des récents rapports du Haut Conseil à l'Egalité (HCE), de l'Equipop, de la Fondation Jaurès, de la Fondation des Femmes, du collectif Stop masculinisme ainsi que l'initiative de la séance plénière du CESC consacrée aux droits des femmes dans la perspective des élections européenne de 2024.

Le Mouvement de la Paix soutient également la Marche mondiale des femmes et les associations féministes en Ukraine, Russie, Israël, Palestine et partout dans le monde et appelle à faire grève le 8 mars 2024 partout en France pour défendre et faire avancer les droits des femmes !

Le Mouvement de la Paix appelle à participer à la manifestation nationale du vendredi 8 Mars 2024 à Paris, Place Gambetta, aux manifestations organisées partout en France par les associations féministes et apporte son soutien à toutes les initiatives de ses comités locaux. Pour retrouver les lieux des rendez-vous, voir le site <https://www.grevefeministe.fr>

Le Mouvement de la Paix
Le 1er mars 2024